L’élection présidentielle iranienne de 2017 et ses enjeux

L’élection présidentielle iranienne de 2017 a eu lieu le 19 mai. Presque 56 millions d’Iraniens pouvaient voter, et plus de 41 millions, à savoir 73 pour cent, l’ont fait. C’est le président sortant, Hassan Rouhani, qui l’a emportée avec plus de 23 millions de votes, contre presque 16 millions pour son adversaire principal, Ebrahim Raisi, un proche du guide suprême iranien Ali Khamenei qui représentait la faction conservatrice et religieuse de *l’etablishment* politique iranien.

Cette élection avait un double enjeu : d’une part, il s’agissait de mesurer la popularité de l’accord nucléaire signé entre l’Iran et le P5 + 1, et du rapprochement entre l’Iran et l’Occident capitaliste poursuivi par le gouvernement de Rouhani ; d’autre part, il s’agissait d’empêcher les conservateurs et les proches du guide suprême et de l’armée iranienne de monopoliser totalement le pouvoir politique en Iran, étant donné qu’ils ont déjà la main, et ce sans aucun contrôle démocratique, sur une partie très importante de l’appareil politique en Iran, ainsi que sur une grosse partie de l’économie du pays.

Pour mieux comprendre les principaux enjeux de cette élection, il faut se rappeler de ce qui s’était passé en 2009 lorsque le président précédent, Mahmoud Ahmadinejad, avait été élu malgré la forte contestation de millions de personnes qui considéraient – à juste titre - que cette élection avait été truquée. Cette contestation avait donné lieu à un mouvement politique, appelé le mouvement vert, qui avait fortement ébranlé l’appareil politique iranien mais qui avait fini par être brutalement réprimé. La répression contre ce mouvement, auquel participait fortement l’aile libérale de gauche des réformistes - il faut entendre ce terme dans le contexte propre à l’Iran, s’agissant des personnes et des mouvances politiques qui visent, depuis au moins 20 ans, à réformer l’appareil politique du pays, afin de le rendre plus démocratique et plus représentatif – a fait de sorte que les éléments les plus radicaux parmi les réformistes soient emprisonnés ou bien marginalisés. Cela a permis à l’aile la plus conservatrice et la plus néolibérale des réformistes de prendre le dessus. Rouhani fait partie de ces derniers. Cependant, grâce au soutien de l’ensemble des réformistes, ainsi qu’au mécontentement très généralisé lié à la gestion catastrophique de l’économie du pays par Ahmadinejad, mais aussi du fait du danger d’un affrontement militaire entre l’Iran et les États-Unis et ses alliés dans la région (avant tout l’Israël et l’Arabie Saoudite), Rouhani a réussi à remporter l’élection présidentielle iranienne en 2013.

Durant son premier mandat, il a certes pu conclure l’accord sur le dossier nucléaire, mettant ainsi un terme à une crise qui avait débuté en 2003. Son gouvernement, constitué dans une large mesure par des technocrates éduqués aux États-Unis, a pu

redonner un peu de calme et de stabilité à l'économie iranienne, en réduisant, par exemple, le taux d'inflation de 40 à 9 pour cent, ainsi qu'en augmentant drastiquement le niveau de production du pétrole. Cependant, et même si son gouvernement a su introduire, surtout au niveau du système de santé publique, un certain nombre de mesures assez significatives pour les classes économiques les plus pauvres, les inégalités économiques ont continué à s'accroître d'une manière importante (n'oublions pas que ce phénomène a débuté dès la fin de la guerre entre l'Iran et l'Iraq en 1988 et s'est poursuivi sans interruption depuis lors).

Les conservateurs et l'*etablishment* religieux-militaire ont voulu profiter de ces inégalités afin de reprendre le contrôle de la branche exécutive. Ils ont donc mis en avant un candidat peu connu, Raisi, qui toutefois, dans les années 80s, durant sa jeunesse, avait été l'un des responsables principaux de la répression extrêmement brutale contre les militants de gauche en Iran. Raisi, comme l'avait fait Ahmadinejad en 2005 puis en 2009, a ainsi voulu attribuer, d'une manière opportuniste, toutes les inégalités du pays au gouvernement de Rouhani et aux réformistes. Certes, Rouhani fait partie, comme on l'a dit, de la faction la plus néolibérale des réformistes. Pourtant, le guide suprême et l'armée iranienne, vu leur puissance politique et économique, ont une part de responsabilité bien plus importante relativement aux inégalités qui existent actuellement au sein de la société iranienne. C'est pourquoi lorsque Raisi, et avant lui Ahmadinejad, en tant que proches du guide et de l'armée, parlent de justice économique et critiquent les politique économiques libérales du gouvernement de Rouhani, cela crée un sentiment de malaise, voire de dégoût, chez tous ceux qui connaissent la structure économique et politique du pays.

Le fait que les Iraniens aient vécu, une première fois en 2005, puis une deuxième fois en 2009, les ramifications de ce populisme insincère, mais aussi le fait que depuis que Trump a été élu président des États-Unis, le risque d'un affrontement militaire entre l'Iran et les États-Unis a refait la surface, explique que cette tactique des conservateurs n'a pas su fonctionner cette fois-ci. A cela s'ajoute le fait que le gouvernement de Rouhani et une partie importante des réformistes ont fait un usage accentué, voire exagéré, de la menace d'un affrontement militaire. Ainsi, au lieu d'expliquer pourquoi les inégalités économiques s'étaient renforcées et pourquoi une partie importante des promesses électorales de Rouhani en 2013, selon lesquelles il devait travailler à donner plus de liberté politique aux Iraniens, ne s'était pas réalisée, ils ont joué et surjoué la carte de la menace de la guerre. Certes, avec Trump, ce risque n'est jamais absent, mais vu que beaucoup de gens avaient voté dès 2013, et ici peut-être à juste titre, pour Rouhani, précisément afin d'empêcher la guerre, réutiliser d'une manière aussi accentuée qu'en 2013 la menace de la guerre comme argument en faveur de Rouhani était assez opportuniste.

L'élection de 2017 marque cependant un tournant décisif au niveau du comportement électoral des personnalités et des groupuscules de gauche en Iran. Il faut d'abord se rappeler que depuis les répressions très fortes contre la gauche à la fin des années 80, la politique gouvernementale iranienne s'est développée suivant un modèle plutôt

américain (bien que depuis la fin des années 80, cela soit devenu le modèle dominant presque partout dans le monde), au sens où l'on a deux partis dont l'identité politique demeure toujours assez vague, ce qui fait qu'il est difficile d'avoir recours aux termes de type gauche ou droite pour marquer leurs différences. Cela veut dire que la gauche n'a aucun, et n'a jamais eu aucun, rôle étatique dans l'histoire politique contemporaine de l'Iran, bien qu'elle ait joué un rôle significatif dans une optique non-étatique au sein de la politique du pays. Quoi qu'il en soit, le fait est que depuis la fin des années 80, jusqu'à cette élection, la gauche iranienne a souvent préféré que les réformistes gagnent de plus en plus de terrain à l'intérieur de la mosaïque complexe de la politique étatique. Cela allait, parfois, jusqu'à soutenir les candidats des réformistes dans les élections, comme l'ont fait, par exemple, un certain nombre de groupes de gauche en 2009, lorsqu'ils ont soutenu le candidat des réformistes qui, par ailleurs, est toujours en prison depuis la répression contre le mouvement vert.

Dans cette élection, la quasi-totalité de la gauche a refusé de soutenir, implicitement ou explicitement, le candidat des réformistes, à savoir Rouhani. Cela n'a certes pas stoppé des millions d'Iraniens d'aller voter pour le candidat des réformistes. Refuser de donner des conseils de vote, voire appeler à ne pas voter du tout, ne visait pas à faire élire le candidat des conservateurs. Le fait est que la situation de l'Iran au Moyen-Orient reste assez précaire, et cela d'autant plus que l'alliance rétrograde entre les États-Unis, Israël et l'Arabie Saoudite se consolide plus que jamais avec l'arrivée au pouvoir de Trump. Cela fait que le succès électoral des réformistes n'est pas une mauvaise chose pour la gauche, vu qu'il fait reculer la menace de la guerre. Pourtant, vu la manière dont la quasi-totalité des réformistes ont soutenu la candidature de Rouhani – et cela en faisant souvent comme si Rouhani était un candidat idéal -, la gauche a pu voir que faire avancer sa politique, ses idées, et ses pensées en Iran ne pouvait plus se faire par le biais d'une alliance - bien que non-écrite – avec les réformistes. Trouver un autre biais pour entrer en contact avec les masses est pourtant une affaire fort difficile, étant donné que l'appareil répressif de l'*etablishment* politique en Iran continue à rester assez actif et qu'il ne permettra pas à la gauche de faire entrer facilement ses discours et ses idées au sein des classes laborieuses. C'est pourquoi, malgré tout, le succès électoral de Rouhani, s'il rend l'espace politique iranien un peu plus ouvert, peut être une bonne chose pour la gauche, bien que la gauche, comme on l'a vu, ait besoin, d'une manière impérative, de trouver ses propres moyens de se positionner auprès des masses. Tant que la gauche ne l'aura pas fait, l'espace politique iranien continuera d'être marqué par la rivalité, aussi vraie que fausse, entre les réformistes libéraux et les conservateurs populistes et insincères.

George Rohrer, le 22 mai 2017